

Déclaration de la FSU, FNEC FP FO et Cgt éduc'action pour le boycott du CTA du 17 mars

Nous avons décidé de ne pas siéger aujourd'hui à ce comité technique académique pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, vous mettez à l'ordre du jour des fermetures de postes de personnels administratifs et d'orientation pour des structures qui existent toujours officiellement.

En effet, la fermeture des CIO de Cagnes sur mer et de la Valette du Var n'a toujours pas été présentée aux élus du comité technique ministériel qui n'ont donc pas pu plaider le maintien de ces structures dont la disparition ne peut que mettre en difficulté le service public de l'orientation scolaire. Il est donc pour nous urgent de sursoir à ces fermetures.

D'autre part, vous faites des propositions de créations de postes par redéploiement, ce qui sous entend que certains établissements seraient « sur-dotés ». Quand on connaît les retards accumulés depuis des décennies dans notre académie en terme de taux d'encadrement et de conditions de travail, ce procédé est pour nous comme pour les personnels que nous représentons inacceptable.

Enfin, vous n'avez pas mis en œuvre l'engagement pris lors du dernier comité technique académique au sujet du vote du tableau de répartition des moyens par discipline dans les Conseil d'Administration et au sujet de la date de tenue des conseils d'administration.

Si nous souhaitons que les engagements pris soient tenus pour que le dialogue social auquel nous sommes tous ici attachés ait un sens, force est de constater que sur ce sujet, la préparation de la rentrée 2016, les orientations prises par les directions académiques contredisent les déclarations que vous avez faites.

Comment est-il possible, alors que notre académie reçoit 60 emplois, que les directions académiques ferment 32 postes dans les établissements de l'académie. C'est incompréhensible et inacceptable.

Pour toutes ces raisons nous refusons ce jour de siéger en comité technique et vous demandons de transmettre au ministre nos positions.